



dossier de presse – 22/02/12 – Salon de l’agriculture : les français plébiscitent l’avènement d’un nouveau modèle agricole



Dossier de presse

Mercredi 22 février 2012

Salon de l’agriculture : les français plébiscitent l’avènement d’un nouveau modèle agricole

Sommaire

Salon de l’agriculture : les français plébiscitent l’avènement d’un nouveau modèle agricole	2
Trois questions à Bruno Genty.....	3
Rappel : la campagne « choc » de FNE en 2011	5
Un an après : l’heure du bilan	9
2012 : l’appel de FNE aux candidats	11
Les déclarations des candidats au congrès de FNE	13
ANNEXE 1 : Agriculture et Grenelle : bilan du mandat présidentiel	14
ANNEXE 2 : sondage de l’institut CSA.....	17



dossier de presse – 22/02/12 – Salon de l'agriculture : les français plébiscitent l'avènement d'un nouveau modèle agricole

Salon de l'agriculture : les français plébiscitent l'avènement d'un nouveau modèle agricole



Un an après avoir lancé une action de communication pour sensibiliser les citoyens aux impacts environnementaux d'une agriculture industrielle, France Nature Environnement a souhaité interroger les français à propos de leur perception des menaces qu'une certaine agriculture fait peser aussi bien sur leur environnement que sur leur santé et leur alimentation. A quelques jours du salon de l'agriculture, les citoyens expriment leur souhait de voir émerger de nouvelles pratiques en matière de production agricole. Les candidats à l'élection présidentielle sauront-ils répondre à leurs attentes ?

Lors du précédent salon de l'agriculture, France Nature Environnement avait joué les trouble-fête. Elle avait profité de cette grand-messe annuelle pour faire entendre une voix dissonante au milieu des louanges habituelles alors que l'agriculture française va à la rencontre des citoyens. Malgré les tentatives de certains pour étouffer cette voix, le discours a été entendu jusqu'au plus haut niveau de l'Etat. Il convenait donc pour FNE de faire un état des lieux à la veille de cette nouvelle édition.

Des résultats probants

Une majorité de français est favorable à la réduction du nombre de porcs élevés en Bretagne. Rappelons que la Région héberge la moitié des porcs élevés en France. Pour Jean-Claude Bévillard : « *Ce résultat nous donne satisfaction. Il démontre que nos concitoyens ont compris l'importance d'agir sur les causes de la prolifération des algues vertes. Ils mesurent aujourd'hui les limites du ramassage des algues vertes qui, outre son coût, ne règle pas le problème de fond* ».

Le grand nombre de citoyens (73%) exprimant son inquiétude quant à la présence de pesticides dans les produits alimentaires souligne les attentes de la population en ce qui concerne l'application du plan Ecophyto, élaboré lors du Grenelle de l'environnement, qui doit permettre, d'ici 2018, de réduire de 50% l'usage des pesticides. Le chemin est encore long puisque la tendance actuelle est à une augmentation de l'utilisation de ces produits (.

« Nourri sans OGM » : une victoire pour FNE

L'arrivée, à partir du 1^{er} juillet 2012, d'un étiquetage « sans OGM » pour les produits végétaux, les produits animaux transformés ou non et les produits issus de l'apiculture est une grande satisfaction pour FNE qui avait profité de sa campagne de 2011 pour porter cette revendication. Notre sondage confirme donc que les consommateurs sont en attente d'une plus grande transparence et d'une meilleure information concernant les produits qui se retrouvent dans leur assiette.



dossier de presse – 22/02/12 – Salon de l'agriculture : les français plébiscitent l'avènement d'un nouveau modèle agricole

Bruno Genty, président de FNE : « *Les chiffres du sondage confirment que les français continuent de se soucier des thématiques environnementales malgré le peu de place que la campagne présidentielle leur réserve. Nous espérons que les candidats à l'élection présidentielle liront ce sondage qui démontre les inquiétudes et les attentes d'un grand nombre d'électeurs soucieux de la qualité de leur alimentation, de leur santé et de leur environnement. A eux de leur répondre à l'occasion du salon de l'agriculture.* »



Trois questions à Bruno Genty

Un an après, quel bilan faites vous de la campagne menée par France Nature Environnement en 2011 ?

Tout au long de l'année, les faits nous ont malheureusement donné raison. Les algues vertes ont envahi massivement les plages bretonnes cet été, l'usage des pesticides a augmenté au cours des 3 dernières années (chiffres Ecophyto 2018 d'octobre 2011) et les importations de soja OGM pour l'alimentation du bétail se poursuivent. Les agriculteurs ont bien sûr leur part de responsabilité, mais ils sont loin d'être les seuls.

Notre objectif n'était surtout pas de dénoncer une profession dans son ensemble, mais bien les excès d'un système -agriculture industrielle, dirions-nous pour faire simple- qui se heurte aujourd'hui à ses propres limites.

Notre sondage montre que les citoyens sont sensibilisés. C'est déjà une grande victoire. Dans la foulée de notre campagne, nous avons reçu beaucoup de témoignages de soutien, provenant à la fois de particuliers que de divers professionnels. Je pense notamment à certains exploitants agricoles malades suite à des contaminations par des pesticides.

Aujourd'hui, il manque surtout une volonté politique de résoudre les problèmes, ce qui accentue le fossé entre des systèmes agricoles très différents. C'est toujours pareil : pour ne pas heurter des intérêts particuliers, on laisse faire des pratiques qui ne sont ni durables, ni pérennes. A ce jour les évolutions sont maigres même si nous notons la publication très récente du décret relatif à l'affichage des produits sans OGM, ce qui est un progrès. Espérons que les citoyens vont aussi voter avec leurs sous !

Quelles sont les raisons d'espérer l'avènement d'un nouveau modèle agricole ?

S'il n'y avait pas d'espoir, nous n'aurions pas de raison de poursuivre notre action. Après, il faut noter que ce que nous avons dans notre assiette interpelle de plus en plus de personnes. Aujourd'hui, personne ne souhaite manger des pesticides ! La crise à laquelle nous sommes confrontés est le fruit d'un modèle qui nous y a menés. Il y a donc aujourd'hui une véritable opportunité de changer pour dépasser cette crise. C'est bien le sens de l' « Appel des 3000 pour un contrat environnemental » que portent FNE et ses associations membres.



dossier de presse – 22/02/12 – Salon de l'agriculture : les français plébiscitent l'avènement d'un nouveau modèle agricole

Autre motif d'espoir : une partie de l'agriculture est fondée sur des pratiques respectueuses de l'environnement. C'est le cas de l'agriculture biologique bien sûr mais des agricultures durables en général comme c'est aussi le cas des pratiques agricoles à haute valeur environnementale. Elles ont en commun de s'insérer au mieux dans leur milieu, d'être économes en énergie et en engrais ou en produits de traitement. Ce sont ces agricultures qui sont porteuses d'avenir. Ce sont ces pratiques qu'il faut encourager et soutenir car elles répondent à l'intérêt général

Qu'attendez-vous du prochain quinquennat ?

De nombreuses voix s'élèvent aujourd'hui pour demander que notre pays s'oriente vers une diversification de l'agriculture, un développement de l'agriculture de proximité, la protection de l'espace agricole. Les déclarations des candidats à la Présidence de la République lors de notre récent Congrès vont largement dans ce sens. Reste maintenant à ce que les actes suivent les déclarations. Nous y travaillons. Nous attendons du prochain Président de la République qu'il porte haut et fort cette réforme du modèle agricole. Nous attendons de lui qu'il n'oppose plus, comme on l'entend trop souvent aujourd'hui, agriculture et environnement, agriculteurs et environnementalistes. C'est idiot car la nature est l'outil de travail, le support de l'activité agricole. La réduction de l'usage des pesticides, le développement de l'agriculture biologique, un usage plus économe de la ressource en eau et la préservation de sa qualité ainsi que le socle environnemental pour les aides de la Politique Agricole Commune sont nos trois priorités pour le prochain quinquennat.

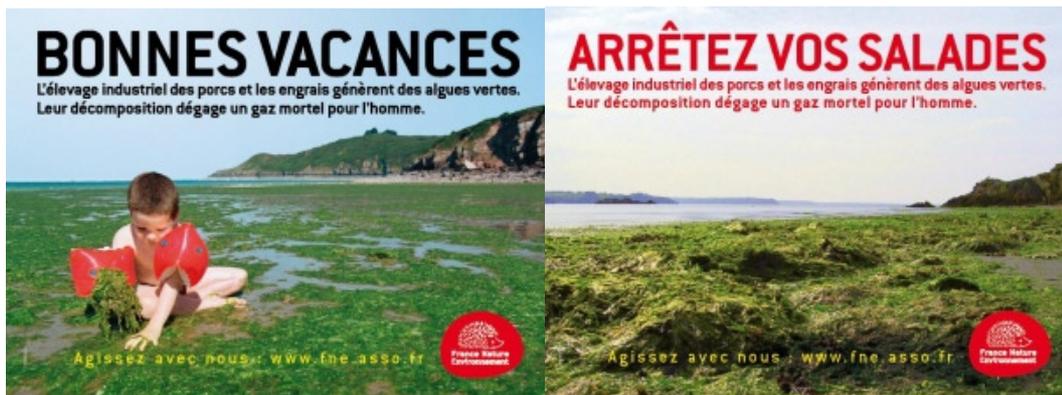




dossier de presse – 22/02/12 – Salon de l'agriculture : les français plébiscitent l'avènement d'un nouveau modèle agricole

Rappel : la campagne « choc » de FNE en 2011

Algues vertes



Ce que dénonçait FNE

- **La concentration de l'élevage** (porc, volaille, bovins laitiers) sur certains territoires, en particulier en Bretagne, cause de graves dommages à l'environnement. La quantité d'effluents produite chaque année (lisier, fientes et fumier) dans ces quatre départements est équivalente à la pollution azotée émise par 50 millions d'habitants.
- Cette surpopulation de porcs, volailles, bovins par rapport aux terres disponibles pour les nourrir et recueillir leurs déjections (lisier, fientes, fumier) induit une **pollution de l'air et de l'eau** (dépassement des normes de potabilité dans de nombreux captages), et contribue, en bout de chaîne, à la prolifération des algues vertes sur les plages.
- Elle induit également des déséquilibres sociaux et économiques car ces élevages sont très dépendants des importations d'aliments (notamment de soja brésilien) et les pollutions générées ont un impact négatif sur d'autres activités telles que la **conchyliculture** ou le **tourisme**. Enfin, en se décomposant, les algues vertes produisent de l'**hydrogène sulfuré**, qui représente un danger mortel pour l'homme et les animaux.
- L'argent public est davantage utilisé pour le ramassage et le traitement des algues et non pour résoudre le problème à la source.



dossier de presse – 22/02/12 – Salon de l'agriculture : les français plébiscitent l'avènement d'un nouveau modèle agricole

Ce que proposait FNE

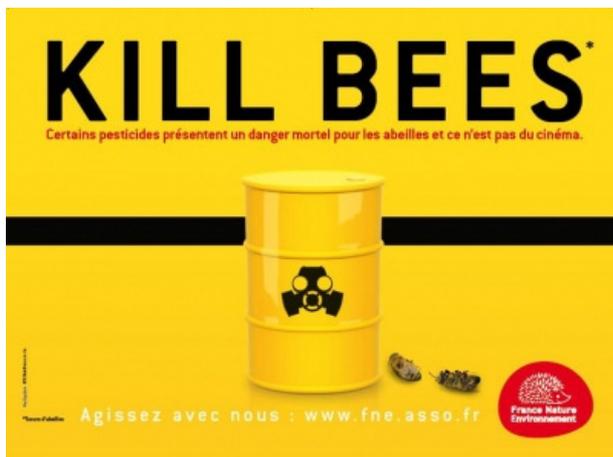
- Ne plus autoriser aucune **extension de cheptel** dans les zones affectées par les algues vertes.
- Favoriser la **reconversion** vers l'élevage sur paille ou en plein air, les alternatives de qualité (élevages biologiques, élevages fermiers, Label Rouge) et les circuits de proximité.
- Appliquer la loi (installations classées...) et vérifier sur le terrain la réalité des **plans d'épandage**.
- Mettre en oeuvre l'engagement du Grenelle de protéger les 500 **captages d'eau potable** les plus menacés d'ici 2012.
- Atteindre les objectifs du Grenelle de la mer de **réduction dans les zones vulnérables de 40 % des flux de polluants** (nitrates, phosphates) provenant de l'agriculture, de l'industrie et des stations d'épuration et l'objectif du Grenelle de l'environnement de résorber les **points de dépassement des 50 mg/L de nitrates** en 10 ans.





dossier de presse – 22/02/12 – Salon de l'agriculture : les français plébiscitent l'avènement d'un nouveau modèle agricole

Pesticides



Ce que dénonçait FNE

- La France est le premier consommateur européen de pesticides. Cette **dépendance** constitue une véritable menace pour les écosystèmes. Dispersés hors des champs, les pesticides sont présents aujourd'hui dans tous les milieux et maillons biologiques. On en retrouve dans nos aliments, dans l'eau, dans l'air, dans les sols, mais aussi dans le sang et même dans le lait maternel.
- Certains pesticides sont à l'origine de la surmortalité des espèces de pollinisateurs, notamment des **abeilles**. Or la survie de plus de 80% des espèces végétales dépend directement de la pollinisation par les insectes !
- L'exposition des populations et les effets sur la santé sont encore peu analysés par les scientifiques. La présence de pesticides et autres molécules chimiques partout dans notre environnement est avérée.

Ce que proposait FNE

- Interdire les **pesticides les plus dangereux** et ceux dont les risques sont mal évalués (notamment pour les pollinisateurs). Le 16 février 2010, le Conseil d'Etat a pointé du doigt une insuffisance dans l'évaluation de l'innocuité de l'insecticide Cruiser pour les abeilles.
- Mettre en oeuvre, sur le terrain, le plan Ecophyto qui vise à **réduire de moitié l'usage des pesticides en France d'ici 2018**. Il est essentiel de mobiliser tous les acteurs concernés (agriculteurs, mais aussi coopératives, préfets, présidents de Conseils régionaux...) et d'informer le grand public.
- Séparer le **conseil** de la vente des pesticides. A l'image de la séparation des rôles du médecin et du pharmacien pour les médicaments, nous souhaitons que des personnes indépendantes conseillent les agriculteurs pour les traitements à réaliser sur leurs cultures, avec une prescription écrite.





dossier de presse – 22/02/12 – Salon de l'agriculture : les français plébiscitent l'avènement d'un nouveau modèle agricole

OGM



Ce que dénonçait FNE

- Malgré un rejet des OGM par une majorité de consommateurs et une interdiction de leur culture en France, les OGM sont massivement utilisés dans l'alimentation des élevages.
- La France importe chaque année 4 millions de tonnes de soja pour l'alimentation des porcs, volailles, bovins, ovins et caprins. Les filières d'importation sont opaques et il est difficile de savoir si ce soja importé est OGM ou non. Dans les faits, d'après les informations disponibles, il l'est dans près de 80 % des cas.
- Aucun étiquetage n'est prévu sur les produits pour signaler si la viande et autres produits issus d'animaux ont été ou non nourris aux OGM.

Ce que proposait FNE

- **Étiqueter** les produits d'animaux issus d'élevages nourris sans OGM, afin de valoriser les bonnes pratiques.
- **Réorienter les aides financières vers les agricultures moins dépendantes des importations, qui, globalement, utilisent peu d'intrants : aliments du bétail mais aussi, eau, carburant, engrais, pesticides...** L'agriculture biologique, l'agriculture de haute valeur environnementale, les exploitations qui produisent elles-mêmes l'alimentation de leurs animaux doivent être encouragées par une réorientation des aides de la **Politique agricole commune (PAC)**, à laquelle FNE a consacré son 35ème congrès.



Un an après : l'heure du bilan

Algues vertes : la fuite en avant

L'été qui a suivi la campagne de FNE, les faits lui ont malheureusement donné raison. La **prolifération des algues vertes sur les plages** s'est accrue avec jusqu'à 6 fois plus d'algues dans le Finistère en 2011 (7 577 m³) par rapport à 2010 (1098 m³) selon la préfecture. Dans les Côtes d'Armor, 36 sangliers ont été retrouvés morts intoxiqués par les émanations issues de la décomposition de ces algues.

Le comité scientifique a critiqué le « manque d'ambition » de plusieurs **plans de lutte contre les algues vertes** (baies de Saint-Brieuc et de Douarnenez).

Au lieu de se durcir, la **réglementation** s'est assouplie. Après les amendements « Le Fur » à la loi de modernisation de l'agriculture qui facilitent le regroupement des élevages, des décrets et arrêtés sur l'application de la Directive Nitrates augmentent les plafonds d'azote qui peuvent être épandus sur les champs, s'appuient sur des plans d'épandage non vérifiables et tolèrent jusqu'à 50 kg d'excédent d'azote par hectare.

Le dossier « algues vertes » a été intégré à la **procédure d'infraction** en cours contre la France pour non respect de la directive Nitrates.

La protection des **500 captages d'eau potable prioritaires**, programmée pour 2012 dans le cadre du Grenelle, peine à démarrer.

Lors de son déplacement dans l'Ariège du 17 janvier, Nicolas Sarkozy a déclaré au monde rural : « *J'ai conscience que l'aspect tatillon de certains règlements administratifs vous insupporte. Je prends l'exemple des règles environnementales, la question de l'eau, la protection de l'eau* ».



Pesticides : le compte n'y est pas

Malgré la mise en oeuvre du plan Ecophyto, qui vise à réduire de moitié l'usage des pesticides en France, les résultats ne sont pas au rendez-vous : sur les 3 premières années de mise en oeuvre du plan, entre 2008 et 2010, **l'usage des pesticides**, loin de diminuer, a même connu une augmentation de 2,6% pour les traitements foliaires et de 7% pour les traitements de semences.

L'interdiction des **épandages aériens de pesticides**, pourtant actée au niveau européen, fait l'objet, en France de dérogations annuelles.

Le Cruiser, insecticide dangereux pour les abeilles, a non seulement été ré-autorisé sur maïs mais a également été autorisé sur colza, la première plante mellifère de France !

Le rapport annuel du gouvernement au Parlement, prévu dans la loi Grenelle II, sur l'état d'avancement de l'usage des pesticides en France et l'impact sanitaire, environnemental, social et économique de ces usages n'a jamais été publié.

La mise en place d'un taux normal pour la TVA sur les pesticides (19,6 % au lieu de 5,5) à compter de 2012 est un signal dans la bonne direction, même si sa portée sera limitée, la plupart des agriculteurs bénéficiant d'un remboursement de la TVA.

OGM : un pas vers plus de transparence pour le consommateur

Un an après la campagne de FNE, le décret publié le 31 janvier 2012 permet enfin **l'étiquetage « sans OGM »** pour les produits végétaux, les produits animaux transformés ou non et les produits issus de l'apiculture, le miel notamment.

Pour FNE, ce décret constitue incontestablement **une avancée** : non seulement il permet d'informer le **consommateur**, mais il encourage aussi les **filières animales** qui font le choix d'une alimentation non OGM.

FNE a également souligné plusieurs **insuffisances** du texte : la durée minimale d'alimentation sans OGM est de seulement 1 an pour les animaux d'abattage, ce qui n'est pas suffisant. Pour le miel, ce sera à l'apiculteur de se renseigner si des essais OGM sont mis en place dans un rayon de 3 km autour de ses ruchers.

Pour FNE, cet étiquetage doit être un pas vers plus de choix pour le consommateur dans la perspective de **renoncer complètement** aux OGM.



2012 : l'appel de FNE aux candidats

Dans le cadre de son Appel des 3000 pour un contrat environnemental, adressé aux candidats à l'élection présidentielle, FNE a mis un accent particulier sur l'agriculture plus en phase avec les ressources du territoire, moins dépendante des pesticides, des engrais et des importations, respectant mieux la nature et fournissant une alimentation de qualité au consommateur.

Algues vertes

- Éliminer les **causes de la prolifération des algues vertes** en développant un élevage lié au sol : ne plus autoriser la moindre extension du cheptel, favoriser la reconversion vers l'élevage sur paille ou en plein air, les alternatives de qualité (élevages biologiques, élevages fermiers, label rouge) et les circuits courts, faire appliquer la loi (installations classées...) et vérifier sur le terrain la réalité des plans d'épandage. A plus long terme, les **importations de soja pour l'alimentation animale**, qui sous-tendent le modèle hors-sol breton, doivent être remises en cause.

Pesticides

- Interdire les **pesticides les plus dangereux**, notamment pour la population, les travailleurs agricoles et les abeilles.
- Atteindre l'objectif de **réduction de 50% de l'usage des pesticides** d'ici 2018. L'ensemble des acteurs doit être mobilisé : les agriculteurs bien sûr, mais aussi les coopératives, le négoce, l'agroalimentaire et la grande distribution. Les distributeurs de pesticides doivent s'engager clairement à contribuer à cette réduction des pesticides. Des mesures plus dissuasives, comme l'interdiction des pesticides sur les aires d'alimentation de captages d'eau potable ou une taxation forte des pesticides devront être mise en place si la baisse de l'usage des pesticides n'est pas amorcée significativement en 2013 (à mi-parcours de l'application du plan Ecophyto 2018).
- Tendre vers le « zéro pesticides » **dans les villes et jardins.**

OGM

- Interdire à terme l'utilisation des OGM dans **l'alimentation animale** et leur **culture en plein champ**



Changer de modèle agricole

- Convertir 20% de la surface agricole en **agriculture biologique** d'ici 2020
- Développer les **circuits de proximité** en lien avec les producteurs locaux grâce à des mesures fiscales, des aides à l'installation et des campagnes de communication
- Orienter les aides de la **politique agricole commune (PAC)** vers une agriculture soutenable et liée au territoire. Lier les aides à l'agriculture à l'adoption de bonnes pratiques comme une part de l'exploitation agricole dédiée à la nature (haies, bosquets, mares) et la diversification des cultures (4 cultures différentes par exploitation). Soutenir **l'agriculture biologique** et l'agriculture de **Haute Valeur Environnementale** issue du Grenelle.

Protéger la vocation nourricière de l'agriculture

- Limiter la **destruction des terres agricoles** et des espaces naturels par des mesures réglementaires et fiscales, en encourageant notamment l'établissement de « ceintures nourricières » autour des villes
- Supprimer toute incitation financière au développement des **agrocarburants** industriels. Ces derniers ont un impact négatif sur l'environnement, ils concurrencent la vocation nourricière de l'agriculture et ils contribuent à la destruction de milieux naturels et forestiers, notamment tropicaux.



dossier de presse – 22/02/12 – Salon de l'agriculture : les français plébiscitent l'avènement d'un nouveau modèle agricole

Les déclarations des candidats au congrès de FNE

« *Les pesticides sont une menace pour les espèces vivantes.* »

François Bayrou

« *Je veux garantir le droit à une alimentation saine et de qualité. Commençons par faire de la restauration collective un grand chantier pour la qualité de l'alimentation, avec un objectif simple et clair : 100% de bio pour nos enfants dans les crèches et les maternelles.* »

Eva Joly

« *Je propose de favoriser non seulement l'agriculture biologique mais plus largement une agriculture à haute productivité environnementale* »

Corinne Lepage

« *Je souhaite un monde rural préservé et revitalisé plutôt que d'artificialiser de nouvelles terres pour des constructions bon marché et loin de l'esthétique locale* »

Dominique de Villepin

« *L'autonomie et la souveraineté sont les instruments de la relocalisation, applicables notamment à « l'agriculture » et à « la brevetabilité du vivant ».*

Jean-Luc Mélenchon

« *Je ferai en sorte que les critères agro-environnementaux soient des critères qui permettent la distribution des aides aux agriculteurs. J'insisterai sur la multiplicité des agricultures.* »

François Hollande



ANNEXE : Agriculture et Grenelle : bilan du mandat présidentiel

Extrait du dossier de presse de la conférence de presse du 12/01/12

Agriculture : ne pas laisser retomber le soufflé

« Le début du dernier mandat présidentiel avait été marqué par une dynamique positive dans le domaine de l'agriculture. Le Grenelle a fait émerger des objectifs forts de réduction de l'usage pesticides et de promotion d'agricultures exemplaires (agriculture biologique, agriculture de haute valeur environnementale). Mais la deuxième partie du mandat, dans un contexte de crises économiques, s'est traduite par un coup de frein dans la mise en œuvre de ces orientations. A tel point que FNE, habituée du débat et de la concertation, n'a eu d'autre choix que de taper du poing sur la table avec une campagne choc. Aujourd'hui, la fédération continue à se battre pour voir aboutir le projet d'une agriculture plus proche de son terroir, qui nourrisse sainement les hommes sur le long terme en intégrant l'environnement. »

Bruno Genty, président de FNE

La dynamique du Grenelle de l'environnement lancée par Nicolas Sarkozy au début de son quinquennat a marqué un tournant dans l'approche de la politique agricole. Les associations environnementales ont été reconnues comme légitimes pour débattre des questions agricoles, et, à l'automne 2007, les engagements du Grenelle ont largement fait écho à leurs propositions. Ainsi, des objectifs ambitieux et partagés par tous ont été actés: réduire de moitié l'usage des pesticides d'ici 2018, tripler les surfaces en agriculture biologique pour atteindre 6% en 2012, créer un dispositif de certification de l'agriculture de haute valeur environnementale (HVE). La traduction de ces objectifs dans les lois Grenelle I et II a été longue et laborieuse, mais le plan Ecophyto 2018 a été validé en 2008, avec un indicateur pertinent pour le suivi de l'usage des pesticides, et le dispositif de certification environnementale a été validé en 2009 en intégrant les critères proposés par FNE pour le niveau le plus élevé : l'autonomie des exploitations agricoles vis-à-vis des intrants (engrais, pesticides, énergie, aliments importés...) et la place dédiée à la nature sur les exploitations agricoles (haies, bosquets, mares...). Au niveau européen, ce mandat présidentiel a également connu le « bilan de santé » de la Politique agricole commune (PAC) de 2008, à mi-parcours entre la réforme de 2003 et celle de 2013. L'application en France de cette révision de la PAC a permis de redistribuer une partie des aides des terres en céréales vers les prairies et d'instaurer un objectif de surfaces dédiées à la biodiversité dans chaque exploitation agricole (1% en 2010, 3% en 2011, 5% en 2012).

Mais fin 2009, dans un contexte de crise économique, la FNSEA a demandé une « pause » dans les mesures environnementales, relayée, au Salon de l'agriculture de 2010, par le Président de la République avec sa fameuse déclaration sur l'environnement : « ça commence à bien faire ».



dossier de presse – 22/02/12 – Salon de l'agriculture : les français plébiscitent l'avènement d'un nouveau modèle agricole

Depuis, dans les négociations sur l'agriculture, il n'a plus été possible pour FNE de mettre en avant l'environnement sans qu'il lui soit répondu que la compétitivité était prioritaire. Alors qu'environnement et compétitivité sont intimement liés et que l'agriculture française souffre justement d'être déconnectée de son terroir et trop dépendante des intrants (60% du chiffre d'affaires de l'agriculture est dépensé en engrais, pesticides, carburant, etc.), la mise en œuvre du plan Ecophyto prenait un retard considérable et des substances reconnues dangereuses pour les abeilles continuaient à être autorisées (comme par exemple le Cruiser, dont l'autorisation a été attaquée par FNE). La pollution des eaux par les nitrates, loin de se résorber, génère chaque année une prolifération d'algues vertes et fait planer au-dessus de la France la menace d'un contentieux européen. Les importations d'OGM pour l'alimentation des animaux d'élevage se poursuivaient sans aucune transparence malgré un rejet massif par la population. C'est pourquoi FNE, pourtant habituée de la concertation et du débat, a décidé, en février 2011, de taper du poing sur la table avec une campagne choc dénonçant les excès d'une agriculture productiviste déconnectée de son terroir : dépendance aux pesticides et menace sur les pollinisateurs, sur-dimensionnement des élevages par rapport à la capacité d'absorption du milieu – à l'origine des algues vertes, importation d'OGM pour l'alimentation animale.

Aujourd'hui encore, de nombreux problèmes restent entiers. Le développement de l'agriculture biologique, s'il a connu une dynamique positive, plafonne à 3,09% de la surface agricole utile du pays, loin de l'objectif initial du Grenelle de 6% en 2012. L'usage des pesticides, loin de diminuer, a même connu une croissance de 2,6% pour les traitements foliaires et de 7% pour les traitements de semences entre 2008 et 2010. L'interdiction des épandages aériens de pesticides, pourtant actée au niveau européen, fait l'objet, en France de dérogations annuelles. L'agriculture HVE ne bénéficie d'aucun soutien financier. La part de surfaces de biodiversité obligatoires sur les exploitations agricoles dans le cadre de la PAC plafonne à 3% au lieu des 5% initialement actés pour 2012. Dans le cadre de la réforme de la PAC pour l'après 2013, à laquelle FNE a consacré son 35ème congrès les 31 mars et 1er avril 2011 à Marseille, la France remet en cause l'ambition du « verdissement » des aides proposé par la Commission européenne. La réglementation sur les nitrates, loin de se durcir, a au contraire connu des assouplissements facilitant les regroupements d'élevages et augmentant le plafond d'azote pouvant être épandu sur les champs. Les dispositifs d'irrigation se multiplient dans un contexte de raréfaction de l'eau, à renfort de subventions publiques et sans remise en cause de la monoculture de maïs qui est une aberration agronomique et écologique. Le développement industriel des agrocarburants, pourtant largement décrié par de nombreuses études, n'est pas remis en cause par la France.



dossier de presse – 22/02/12 – Salon de l'agriculture : les français plébiscitent l'avènement d'un nouveau modèle agricole

FNE n'a pour autant jamais baissé les bras et continue à se battre pour voir se concrétiser les engagements du Grenelle. Malgré une mise en route laborieuse, l'objectif de réduire de moitié l'usage des pesticides d'ici à 2018 n'est pas remis en cause et reste le cap à suivre pour l'agriculture française. En ce début d'année 2012, l'ensemble des textes réglementaires de la certification de l'agriculture de haute valeur environnementale ont vu le jour. Au niveau mondial, avec l'accroissement démographique, la fonction nourricière de l'agriculture est remise au premier plan. Reste à convaincre que le respect de l'environnement n'est pas une contrainte à prendre en compte mais bien une nécessité pour pouvoir, demain, continuer à produire et nourrir l'humanité. Reste le vaste chantier de la régulation environnementale (voire sociale), des échanges de matières premières agricoles, afin de cesser d'importer des produits ne répondant pas à nos exigences environnementales (et sociales). Reste la réforme de la PAC, qui devra marquer un tournant vers une agriculture nourricière respectueuse de l'eau, des sols, de la biodiversité, du climat. FNE pèsera de tout son poids pour que l'agriculture de demain réponde aux attentes de la société.

16

Quelques dates-clés

2007 (25 octobre) : annonce des conclusions du Grenelle de l'environnement et notamment des engagements en matière d'agriculture par Nicolas Sarkozy

2008 (10 septembre) : présentation du plan Ecophyto en Conseil des Ministres

2009 : entrée en application en France du « bilan de santé » de la PAC

2009 (15 juin) : validation du dispositif de la certification environnementale des exploitations agricoles par le Comité opérationnel (COMOP) en présence de Michel Barnier

2009 (3 août) : promulgation de la loi Grenelle I

2009 (21 décembre) : demande d'une « pause » dans les mesures environnementales par la FNSEA et annonce par Bruno Le Maire d'une étude comparative des mesures environnementales en France et en Europe

2010 (6 mars) : discours de Nicolas Sarkozy au Salon de l'agriculture et déclaration sur l'environnement « ça commence à bien faire »

2010 (12 juillet) : promulgation de la loi Grenelle II

2011 (15 février) : lancement de la campagne de communication de FNE sur l'agriculture

2011 (16 février) : annulation des autorisations du Cruiser pour 2009 et 2010 par le Conseil d'Etat



Les Français et la pollution environnementale

Sondage de l'Institut CSA

Présentation – Février 2012

Etude réalisée conformément à la norme internationale ISO 20252

Contacts CSA :

Claire PIAU, Directrice d'études au Département Opinion
Tiéfaïne CONCAS, Chargé d'études au Département Opinion

2, rue de Choiseul • CS 70215 • 75086 Paris Cedex 02
Tél. : (33) 01 44 94 40 00 • Fax : (33) 01 44 94 40 01

www.csa.eu

SA au capital de 3 387 456 € • Siren 308 293 430 • RCS Paris : 308 293 430 • APE 7320 Z
TVA intracommunautaire FR 46 308 293 430

La méthodologie de l'étude

3

I. Les principaux enseignements

4

II. Les résultats

6

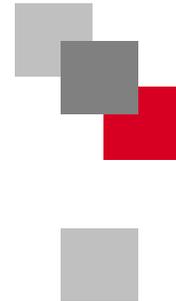


Sondage exclusif **CSA pour France Nature Environnement** réalisé par téléphone le **20 février 2012**.

Echantillon national représentatif de 1 000 personnes âgées de 18 ans et plus, constitué d'après la méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de ménage), après stratification par région et catégorie d'agglomération.



Principaux enseignements





Au lendemain du cinquantième anniversaire de la PAC (Politique Agricole Commune), l'agriculture et son activité économique n'ont jamais eu autant d'impact sur notre alimentation, nos paysages et notre environnement. Dans ce contexte, France Nature Environnement a confié à l'institut CSA la réalisation d'une enquête pour observer les perceptions des Français à l'égard de la pollution environnementale.

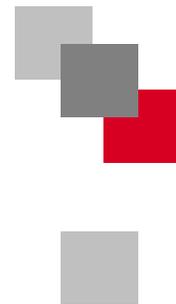
En Bretagne, première région agricole de France, le taux élevé de nitrates dans les rivières - dû à l'élevage intensif et aux engrais - est responsable de la prolifération des algues vertes sur les plages. Invités à se prononcer sur cette situation, **plus d'un Français sur deux (56%) souhaite une réduction du nombre de porcs en Bretagne afin de préserver le territoire**, contre 39% n'y étant pas favorables. Un souhait de réduction exprimé de manière relativement homogène par l'ensemble des interviewés, quoique logiquement plus prononcé chez les sympathisants Europe Ecologie / Les Verts (71%).

Si la pollution environnementale sensibilise certainement les Français, c'est bien la question de l'alimentation qui semble mobiliser plus largement l'opinion. Dans un débat souvent rythmé par les scandales alimentaires et sanitaires, **près de trois personnes interrogées sur quatre (73%) expriment leur inquiétude face à la présence éventuelle de traces de pesticides dans les produits alimentaires** (dont 30% « Très inquiet » et 43% « Assez inquiet »). Une crainte plus particulièrement exprimée par les Français les plus âgés : respectivement 79% et 75% des interviewés âgés de 50 à 64 ans et 65 ans et plus se déclarent inquiets contre 62% de ceux âgés de 18 à 24 ans.

Enfin, les Français apparaissent également attachés aux différents labels et appellations visant à reconnaître et identifier plus facilement certains produits alimentaires. **Plus de neuf personnes sur dix (91%) soutiennent ainsi la mise en place d'une appellation « Sans OGM » sur les emballages de produits alimentaires d'origine végétale, animale ou apicole**, 48% allant jusqu'à qualifier de « Très bonne chose » cette nouvelle législation. Seuls 7% des interviewés jugent que cette mesure est une mauvaise chose. Ce plébiscite non négligeable traduit l'adhésion massive au principe qui permettra en pratique de choisir ces produits labellisés en toute confiance, mais aussi et surtout, l'intérêt général des Français à l'égard des principes de traçabilité agroalimentaire.

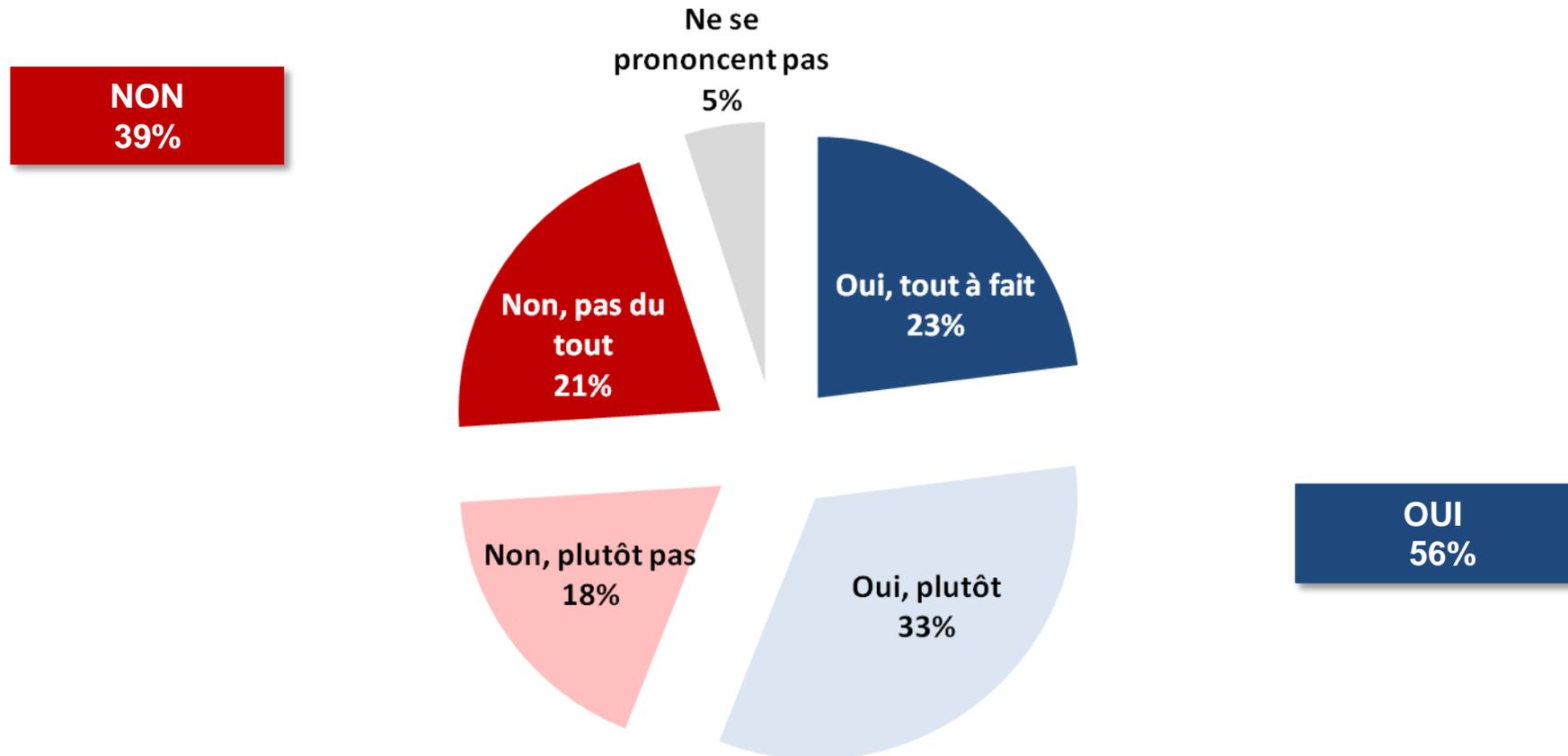


Résultats



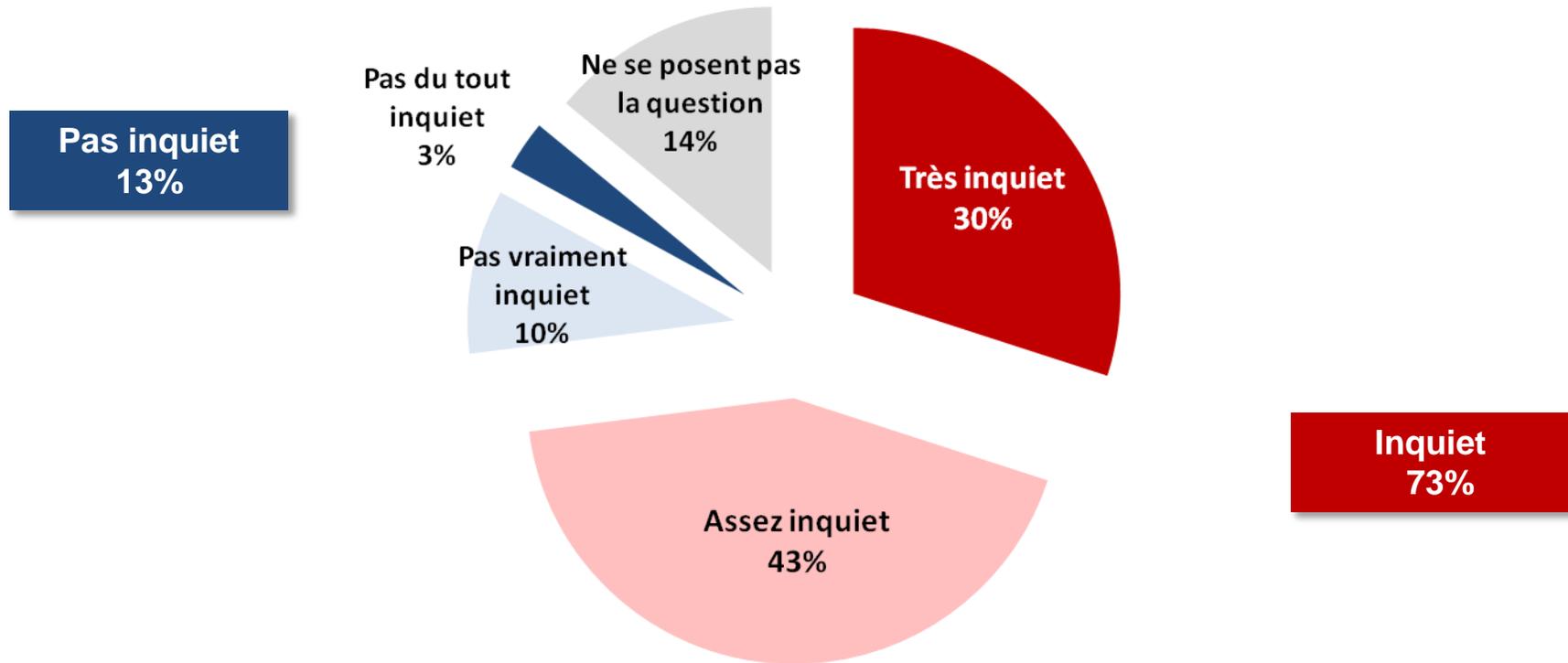
Plus d'un Français sur deux est favorable à une réduction du nombre de porcs en Bretagne

QUESTION - La Bretagne concentre la moitié des porcs élevés en France, ce qui, avec les élevages de bovins et de volailles, contribue à la pollution des rivières et des captages d'eau potable ainsi qu'à la prolifération des algues vertes sur les plages. Souhaitez-vous que les pouvoirs publics décident de la réduction du nombre de porcs en Bretagne ?



Près des trois-quarts des Français inquiets face à la présence de traces de pesticides dans leurs produits alimentaires

QUESTION - A propos de la présence éventuelle de traces de pesticides dans les produits alimentaires, diriez-vous que vous êtes personnellement très inquiet, assez inquiet, pas vraiment inquiet, pas inquiet du tout ou vous ne vous posez pas la question ?

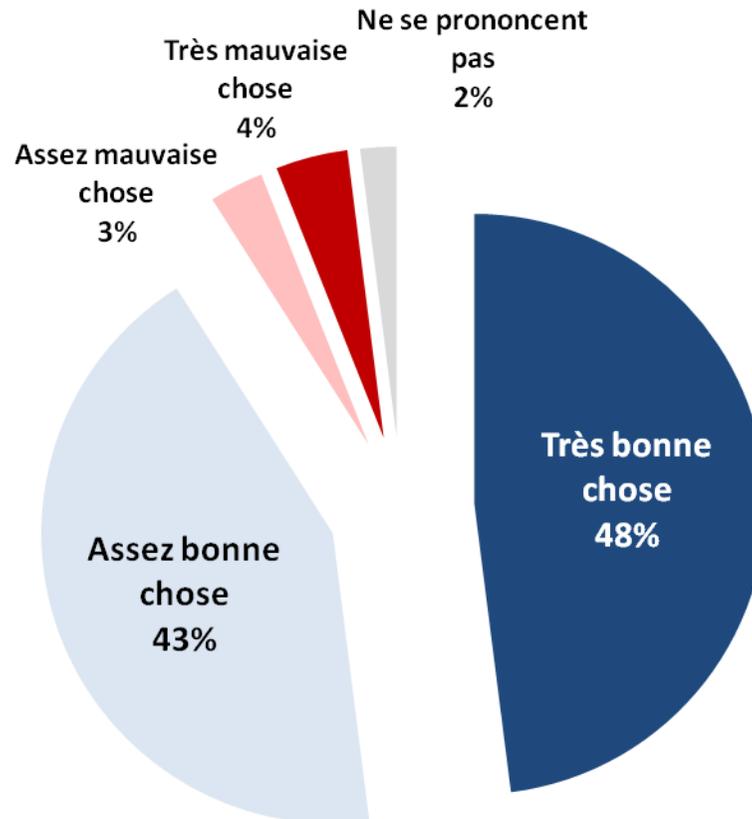


Neuf Français sur dix soutiennent la mise en place de l'appellation « sans OGM »

QUESTION - A partir du 1er juillet prochain, les denrées alimentaires d'origine végétale, animale ou apicole, c'est-à-dire le miel, pourront porter la mention sans OGM sur leurs emballages.

Diriez-vous que cette nouvelle législation est une très bonne, assez bonne, assez mauvaise, très mauvaise chose ?

**Mauvaise chose
7%**



**Bonne chose
91%**